

LE SOCIALISME ÉLECTORAL ...

Bien peu intéressantes, d'ordinaire, ces parlottes que les socialistes décorent du titre prétentieux de Congrès. J'ai quelque peu fréquenté, dans le temps, ces «*petits Parlements*», et n'ai pas tardé à m'apercevoir que l'impuissance, l'intrigue et l'ambition y règnent tout comme au sein de nos assemblées politiques. Complots tendant à accaparer la direction des débats, rivalités mesquines de coterie à coterie, lenteurs et formalités aboutissant à l'obscurcissement des questions et au piétinement sur place, décisions prises à la pluralité des suffrages, discours oiseux masquant les positions prises d'avance par suite des irréductibles intérêts des groupes en hostilité, on rencontre dans ces tisanes périodiques toutes les herbes de la Saint-Jean parlementaire.

Il n'est pas étrange qu'adversaires de ces comédies, les anarchistes s'en soient, pendant longtemps, soigneusement tenus à l'écart.

Aussi, ne parlerais-je pas du *Congrès de Londres* s'il n'avait donné lieu à des incidents d'une portée qui peut être considérable sur la future orientation du parti socialiste et les destinées du mouvement Révolutionnaire.

Les collectivistes qui, volontiers, se plaisent à répéter qu'ils ne s'inspirent que des faits et ne font qu'en dégager la signification, feront bien de prendre leurs lunettes et d'examiner scrupuleusement ce qui vient de se passer dans la capitale de l'Angleterre.

Les faits sont connus, et il suffit de les rappeler. On sait que, dès le premier jour, une scission s'est produite au sein de la délégation française au sujet de la vérification des mandats.

Torturant la lettre et l'esprit d'une décision du *Congrès de Zurich*, les meneurs du socialisme parlementaire: A. Millerand, Jaurès et Viviani, - trois dictateurs qui, à l'époque du dit Congrès n'avaient pas encore collé leurs lèvres gloutonnes au biberon collectiviste, - émirent la prétention de fermer la porte du Congrès au nez de ceux qui, bien que régulièrement mandatés, ne s'inclineraient pas devant la nécessité de l'action politique.

Il faut dire que, par là, ces personnages entendent l'obligation de prendre part à la lutte électorale sur tous les terrains afin de conquérir les pouvoirs publics. On conçoit aisément l'importance capitale de cette question pour des hommes qui réduisent la révolution sociale à la conquête d'un maroquin ministériel.

Que les prolétaires votent en masse pour les candidats de la *Petite République*; que, d'ici quelques années, les députés socialistes soient 100 ou 150, et il ne serait pas impossible que le ministère de l'intérieur échût au policier Jules Guesde, celui de l'instruction publique à l'universitaire Jaurès celui de la justice à l'avocat Viviani, celui des finances au spécialiste Rouanet, celui des affaires étrangères au «*patriote internationaliste*» Millerand, etc...

Ce jour-là, la Révolution - la leur, du moins - serait faite. Il n'est pas dit que les pauvres diables mangeraient à leur faim; il n'est pas sûr que les patrons exploiteraient moins; il n'est pas certain que les lois scélérates seraient abrogées; il n'est pas prouvé que les prisons seraient moins pleines et que Deibler prendrait des vacances; mais les ouvriers et les libertaires seraient d'une exigence impardonnable s'il ne suffisait à leur bonheur de savoir que Jules Guesde étant à l'*Intérieur*, Gabriel Deville serait préfet de police, Dormoy préfet de l'Allier, Delory préfet du Nord, Flaissières préfet des Bouches-du-Rhône, Lavigne préfet de la Gi-

ronde, Lafargue préfet de la Seine, Pedron préfet de l'Aube, le docteur Delon préfet du Gard; qu'en un mot, toutes les sinécures grassement rétribuées: préfectures, trésoreries, perceptions, etc..., seraient occupées non plus par des bourgeois, comme aux temps détestés de l'exploitation capitaliste, mais par des représentants de la classe prolétarienne.

En attendant que resplendissent ces jours nouveaux, ces socialistes dernier bateau font des discours, interpellent, posent des questions, pérorent dans les couloirs de la Chambre, se font interviewer par les reporters pauvres de copie, quémandent des places, offrent leur protection, négocient des combinaisons politiques; bref, ils font tout ce que comporte leur métier de députés. Ils exploitent la classe ouvrière *politiquement* comme les capitalistes l'exploitent *économiquement*; ils vivent - et vivent bien - des actions et obligations qu'ils ont réussi à se procurer dans cette industrie: la politique, et dans cette usine: le Palais-Bourbon. Les frères et amis sont ceux qui marchent dans leur ombre, soignent leur réélection ou aspirent à s'asseoir sur les sièges voisins. Tout ce joli monde ne demande qu'une chose: c'est que cette vie dure autant que leur existence. Après eux le déluge!

On comprend donc toute la gravité qu'attachent ces bourgeois socialisant à l'action politique.

Il y a plus: Guesde et sa bande ont si complètement oublié l'action révolutionnaire et corporative qu'ils voudraient, - bien qu'ils protestent du contraire - limiter à l'action électorale l'effort du prolétariat et traitent l'organisation syndicale avec le dernier mépris.

Deux faits le prouvent: le premier, c'est que, s'étant présenté au Congrès sans autre mandat que celui de député, Jaurès, Viviani et Millerand ont été vigoureusement soutenus par Jules Basile dans leur ridicule prétention d'être admis au *Congrès de Londres* en vertu de leur seule qualité de députés; le second, c'est qu'en présence de la stupéfaction exprimée par les délégués des corporations ouvrières régulièrement mandatés par leurs camarades de travail, Guesde-Basile, les épaules agitées d'un haussement souverainement dédaigneux, la bouche contractée par une méprisante grimace l'œil enflammé de l'indignation que ressent un saint homme devant qui se profère un horrible sacrilège, Guesde, dis-je, s'est écrié: «*Le mandat que nos électeurs nous ont confié vaut mieux que tout autre. Nous le tenons, nous, de véritables travailleurs qui ont eu le grand honneur et le grand courage de remettre en nos mains la défense de leurs intérêts. Que vaut, au contraire, un mandat corporatif? On n'ignore pas que, le plus souvent, un syndical n'est qu'un groupement qui, moyennant vingt-cinq sous, s'est procuré un timbre en caoutchouc*».

Il est à remarquer que Guesde qui, depuis quinze ou vingt ans, a fait partie d'un nombre considérable de congrès corporatifs, - bien qu'il n'ait jamais appartenu à d'autres corporations qu'au syndicat des politiciens - doit être fort au courant des moyens employés pour se faire mandater auprès des congrès de cette nature, et son affirmation me donne à penser que dans les congrès où il pontifie, les choses se passent comme il le dit. Mais on confessa qu'il y avait quelque illogisme à vouloir opposer à la valeur d'un mandat ouvrier au sein d'un congrès de travailleurs, celle d'un mandat législatif.

Pauvre Guesde! pourri par la statistique, il n'a songé qu'à comparer les vingt-cinq sous d'un timbre en caoutchouc aux vingt-cinq francs - par jour - qu'empoche un député, et il en a conclu que 25 francs contenant 20 fois 25 sous et l'année comprenant 365 jours, et les députés étant nommés pour quatre ans, un mandat législatif a vingt-neuf mille deux cent fois plus de valeur qu'un mandat syndical. C'est beau, la statistique! et l'on voit où l'on en arrive quand on s'attache à la scrupuleuse observation des faits et à la pensée qu'ils expriment!

Les collectivistes feront bien d'appliquer ici leur méthode. Ils constateront que leur altitude au *Congrès de Londres* a provoqué cette scission que leurs agissements rendaient fatale, il est vrai, mais dont nous n'osions croire l'échéance aussi proche. C'est l'irréremédiable et définitive scission de la masse socialiste en deux groupes nettement distincts et complètement hostiles: les parlementaires et les anti-parlementaires, les socialistes électoraux et les socialistes révolutionnaires, les autoritaires qui veulent acclimater le capo-

ralisme dans les milieux militants et les libertaires résidus à le repousser.

Nous n'ignorions pas, nous, que ces deux groupements ne sont pas faits pour marcher de concert, que l'entente entr'eux ne peut être qu'artificielle et éphémère.

C'est une absurdité que de supposer que des personnes ayant à effectuer des voyages différents, n'ayant ni le même point de départ ni le même point d'arrivée, les uns se dirigeant vers le nord, les autres vers le sud, pourront suivre longtemps la même voie.

Or, dans le grand mouvement qui emporte notre époque vers un devenir de concorde et de bien-être, se rencontrent deux courants opposés: le courant libertaire ou anarchiste, et le courant autoritaire ou étatiste, entre lesquels toute conciliation est radicalement irréalisable. Les uns rêvent de confier à l'État toutes les clefs, les autres veulent les lui arracher toutes et abolir l'État. Entre ceux-ci et ceux-là, les hostilités ne peuvent aller qu'en s'accroissant et ne prendront fin que par l'écrasement complet de l'une des deux masses belligérantes.

Sans doute, le *Congrès de Londres* a donné raison aux politiciens et je sais que des décisions ont été prises pour éviter le retour offensif des indisciplinés aux congrès futurs. Mais cette victoire à la Pyrrhus n'a pas été remportée, comme les précédentes, sans coup férir. Elle a coûté au vainqueur plus qu'au vaincu. Le premier est sorti de la lutte considérablement diminué, le second formidablement grandi.

Et au sein de la délégation française, les «*faiseurs*» parlementaires ont été écrasés.

Ce n'est là qu'une escarmouche présageant l'intensité des batailles qui vont suivre et que les révolutionnaires vont livrer à la bourgeoisie socialisante.

Le prolétariat ouvre enfin les yeux ; il répugne à l'enrégimentation qu'on veut lui imposer: il affirme son inébranlable volonté de secouer tous les jougs: celui des maîtres de demain comme celui des despotes d'aujourd'hui. Il s'insurge contre l'orgueilleuse domination du clergé collectiviste et repousse le dogme marxiste. Bravo!

Voilà le fait qui domine le *Congrès de Londres*.

Messieurs les parlementaires, je vous engage à prendre vos binocles, - Guesde et Millerand pourront vous prêter les leurs - vous faites un assez long nez pour que ces appareils d'optique y soient solidement campés, et je vous invite à tirer de ce lait la moralité qu'il comporte.

Sébastien FAURE.
